

12 mars 2010 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Gordon Brown, Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sur la coopération franco-britannique notamment en matière de régulation financière et de gouvernance internationale, à Londres le 12 mars 2010.

M. GORDON BROWN - Je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse avec le Président SARKOZY. Je suis très heureux d'accueillir à nouveau à Downing Street le Président de la République française, ce grand Européen qui est aussi un excellent ami.

Nicolas, votre Présidence de l'Union Européenne, durant ces mois particulièrement difficiles qui ont marqué 2008, restera comme une démonstration du leadership dans sa meilleure expression. Nous nous réjouissons à l'idée de vous voir bientôt être le premier dirigeant mondial à assumer la présidence à la fois du G20 et du G8 l'année prochaine. Et je ne doute pas que l'agenda que vous proposerez pour cette année montrera que le monde peut se retrouver, se réunir et aborder tous les grands défis auxquels nous sommes confrontés. Je me félicite également que notre gouvernement travaille avec le vôtre à la préparation des présidences du G8 et du G20.

La force de notre lien et la relation qui existe entre nos deux pays conduisent la Grande Bretagne et la France à travailler en collaboration de plus en plus étroite sur les questions centrales auxquelles le monde est confronté : questions économiques, questions liées à l'environnement, questions relatives à l'énergie, questions nucléaires, ou encore questions touchant à la sécurité.... Et je pense que la coopération entre nos deux pays est aujourd'hui plus active qu'à toute autre période depuis la deuxième guerre mondiale. Ceci tient à la force du lien que nous avons construit au cours de ces dernières années. Je suis très heureux de votre présence à Londres aujourd'hui.

Nous avons en commun un incroyable passé historique. Mais l'alliance de la Grande- Bretagne et de la France est aussi une alliance tournée vers l'avenir. Il s'agit d'une entente formidable à grande vitesse. Et il est vrai que nous travaillons à grande vitesse pour mettre en oeuvre un agenda commun. Notre relation repose sur la conviction profonde que la France comme la Grande-Bretagne sont au centre de l'Union Européenne, que la Grande-Bretagne, à l'instar de la France, est au coeur de tous les développements en Europe et que nous nous devons d'oeuvrer contre toute forme d'extrémisme en Europe sans jamais nous plier à sa volonté.

Voyons tout d'abord les actions dont nous avons convenu pour favoriser la reprise économique. Nous sommes tous deux inquiets de la fragilité de la reprise économique mondiale, notamment des risques dont cette fragilité est porteuse. Aussi, nous devons l'un comme l'autre maintenir - et avons convenu de maintenir - la relance afin de maintenir le cap et d'être inébranlables dans notre détermination à créer [inaudible - une forte] croissance mondiale.

Par ailleurs, nous sommes d'avis que le G20 doit agir avec davantage de détermination, de cohérence et de rapidité. Nous pensons également que la situation actuelle requiert une

conférence et de rapidité. Nous pensons également que la situation actuelle requiert une coopération mondiale non pas amoindrie mais accrue et que nos politiques nationales en matière de croissance doivent s'inscrire dans l'optique d'une croissance mondiale forte, durable et équilibrée.

Aussi, nous pensons qu'il y a lieu de développer une approche mondiale coordonnée qui permette que les banques fournissent une participation adéquate en cas de crise et contribuent à la société dans son ensemble. Nous travaillons sur différentes possibilités incluant le principe de levier financier que nous avons soutenu l'un et l'autre.

Certains n'auraient jamais pu imaginer que Paris et Londres puissent un jour être reliées par une liaison ferroviaire directe. Et pourtant, plus de neuf millions de personnes empruntent désormais l'Eurostar chaque année. Notre volonté est aujourd'hui d'assurer une liaison ferroviaire à grande vitesse reliant les villes du nord de notre pays à celles du sud de la France. Les propositions que nous avons annoncées hier ramèneraient ainsi la durée du trajet entre Birmingham et Lille à un peu plus de deux heures. Et, bien sûr, Paris sera à 45 minutes de moins de ces agglomérations qu'aujourd'hui. Les liaisons ferroviaires et les transports se développent chaque année.

Nous avons également abordé l'extension des connexions internet et la question de notre participation à une révolution numérique à grande vitesse. Et nous sommes tous deux convaincus que l'énergie nucléaire devrait se trouver au cœur de notre réponse au changement climatique. Nous avons renouvelé aujourd'hui la coopération franco-britannique en matière d'énergie nucléaire et en ce qui concerne les centres d'excellence nucléaire. Nous allons engager des partenariats renforcés afin de partager notre expertise et de bâtir des compétences qui permettront une exploitation de l'énergie nucléaire en toute sécurité et efficacité dans le monde entier. Cet engagement signifie notamment que l'Union Européenne devrait agir plus rapidement pour devenir une économie verte.

Je souhaite également ajouter que nous continuons à nous exprimer en faveur de la liberté d'expression en Iran. Nous préconiserons une action de l'Union Européenne destinée à mettre un terme au flux de haine et de propagande que nous condamnons. Nous condamnons le déni de la liberté d'expression imposé par l'Iran aux médias internationaux. Et nous travaillerons ensemble pour restreindre l'accès de l'Iran aux dispositifs utilisés à des fins de répression et de censure. Nous demandons des sanctions effectives des Nations Unies que nous appuierons par des sanctions européennes encore plus sévères.

Nous avons également convenu que la sécurité et la justice doivent être présentes au Moyen Orient. Et nous travaillerons ensemble pour bâtir un sentiment pacifique dans cette région. J'ai dit que nos pays étaient aujourd'hui plus liés que jamais. Je souhaite maintenir nos liens personnels étroits dans les semaines à venir. Nous nous rencontrerons à nouveau à Washington à l'occasion du sommet nucléaire du Président OBAMA. Et, bien sûr, nous nous réjouissons de poursuivre notre coopération autour des questions économiques, autour de celles liées à l'environnement et autour de toute autre question liée à l'avenir de nos pays.

Vous êtes un grand Européen, vous avez dirigé l'Europe en des temps difficiles et nous nous félicitons de votre prochaine présidence du G8 et du G20. Je vous suis également reconnaissant pour l'amitié personnelle que vous me portez, reconnaissant à Carla et à vous-même pour l'amitié personnelle que vous nous avez témoignée à Sarah et à moi-même.

LE PRESIDENT - Merci Gordon. Je suis à mon tour très heureux d'être ici, une nouvelle fois. Je n'ai pas changé depuis mon voyage de 2008, je crois à la pertinence d'un accord entre la Grande-Bretagne et la France pour faire bouger l'Europe et pour faire bouger le monde qui a tant besoin de réformes.

J'ai toujours trouvé en Gordon BROWN un réformateur convaincu et convaincant. Et c'est ensemble qu'on a essayé d'apporter les bonnes réponses quand la crise financière et économique a failli emporter le monde. Je n'ignore nullement nos différences. Il est Anglais, je suis Français. Il est socialiste, je ne le suis pas. C'est moins grave. Et, en même temps, je dois la vérité, on a toujours travaillé en partenariat et en confiance. Dieu sait que l'on a eu des épreuves à affronter : Lisbonne, le Traité, la crise, la régulation du capitalisme, la régulation des cours des matières premières. Moi, j'ai eu plaisir à passer tout ce temps à travailler avec Gordon. Et, d'ailleurs,

j'aurai l'honneur de présider le G20 et le G8 à partir de novembre prochain. Qui a proposé ma candidature et celle de la France ? C'est lui. Je ne l'oublie pas. Je dis une chose qui est la stricte et l'exacte vérité, je ne pense pas qu'il y avait je ne sais quelle arrière-pensée entre nous, simplement une volonté de faire bouger les choses. Quand j'avais à faire avancer des idées, j'en parlais à Gordon, et lui aussi. Cela ne veut pas dire que l'on est d'accord sur tout. Moi, je suis persuadé que la place de nos amis anglais, c'est dans l'Europe, parce qu'on a besoin de vous, que vous nous apportez beaucoup et c'est quelque chose de très important.

Moi, je n'ai pas à faire de politique en Grande-Bretagne, ce serait parfaitement déplacé et Gordon n'en ferait pas davantage en France, puisqu'il semble que vous allez avoir des élections. Alors, il y a un grand débat : est-ce qu'il faut venir avant les élections ? Comme en France, on me dit : « est-ce qu'il faut vous déplacer ? ». Si l'on ne doit pas venir avant les élections et qu'il ne faut pas venir non plus après, tout de suite après, parce qu'il faut le temps que les gens aient les dossiers, on ne vient jamais ! Moi je pensais au contraire que c'était très important d'être là.

On a travaillé ensemble. Sur l'Iran, on a exactement la même position, position ferme, c'est inacceptable ce qui se passe. Sur la régulation du capitalisme, ce n'est pas parce qu'on semble sortir de la crise qu'il faut arrêter les réformes. C'est tout le contraire. On sort de la crise justement parce qu'on a amorcé des réformes, des régulations. Il ne faut surtout pas arrêter, il faut continuer et vérifier que ce que l'on dit, nous les chefs de gouvernement et les chefs d'Etat, passe dans les faits. C'est très exactement ce que nous allons faire ensemble pour préparer la future présidence française du G20 et du G8. Quand j'ai des contacts avec M. OBAMA ou avec d'autres chefs d'Etat, j'en rends compte à Gordon BROWN, et lui-même me dit où il en est de ses propres contacts. On essaye d'échanger les choses. C'est tout à fait normal ou alors, ce n'est pas la peine de faire l'Europe. C'est comme cela que ça se passe.

C'était pour moi très important de venir ici aussi sur l'affaire du changement climatique, de la lutte contre la déforestation, des préoccupations de Gordon que je partage, de l'effort que l'on doit faire pour développer l'Afrique. Là aussi, la question n'est pas, je l'ai dit au Rwanda récemment, d'une rivalité d'un autre temps entre la Grande-Bretagne et la France. On partage les mêmes valeurs, on s'entend, cela n'a aucun sens. Oui, je le pense profondément, cela n'a aucun sens. C'est toujours extrêmement enrichissant pour moi les conversations que nous avons Gordon BROWN et son équipe.

S'il y avait des questions, bien sûr, j'y répondrais bien volontiers.

QUESTION - Est-ce que vous pensez, l'un et l'autre, pouvoir parvenir à un accord sur la régulation des hedge funds en Europe, d'ici mardi ? Deuxième point, le dossier des avions ravitailleurs pour l'US Air Force vous paraît-il, Monsieur le Président français, clos ? Qu'allez-vous dire au Président OBAMA sur le sujet quand vous irez le voir à la fin du mois ?

LE PRESIDENT - Ecoutez, sur ces deux questions, d'abord les avions ravitailleurs. J'avoue que je n'ai pas apprécié cette décision. Je m'en explique devant vous. Gordon BROWN et moi, nous sommes contre le protectionnisme et nous sommes des alliés des Etats-Unis d'Amérique. Enfin, je vous le rappelle : ce contrat a fait l'objet d'un appel d'offre. Cet appel d'offre a été gagné par une entreprise européenne associée à une entreprise américaine. Puis l'appel d'offre a été cassé. Puis un nouveau cahier des charges, dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'était pas défavorable à Boeing, a été posé sur la table. Et maintenant, j'apprends qu'avant même que la seconde compétition ait lieu, notre partenaire américain - je veux dire le partenaire de EADS - doit se retirer de la compétition. Comme cela, on est tranquille ! Si la compétition se fait avec un seul compétiteur, il n'y a pas besoin de beaucoup réfléchir sur qui aura la médaille. Ce ne sont pas des méthodes ! Ce sont des méthodes qui ne sont pas bonnes à l'endroit des alliés européens des Etats-Unis et ce sont des méthodes qui ne sont pas bonnes pour les Etats-Unis, qui est une grande nation, leader, avec laquelle nous, proches et amis, luttons contre le protectionnisme. Et s'ils veulent être entendus dans la lutte contre le protectionnisme, qu'ils ne donnent pas l'exemple du protectionnisme. Vous savez, dans la vie, il y a ce que l'on dit, et puis il y a ce que l'on fait.

Et puis les hedge funds, nous en avons parlé avec Gordon BROWN. Moi, j'ai toujours pensé que

ces hedge funds localisés dans les places off shore avaient porté une très lourde responsabilité dans la crise financière, très lourde, et qu'il fallait les réguler. D'ailleurs Gordon BROWN a toujours été de mon avis là-dessus. Par ailleurs, que le Premier ministre britannique veuille défendre les intérêts de la City, s'il ne le faisait pas on dirait : « mais qu'est-ce que tu fais ? » Comme moi, je veux défendre aussi les intérêts de l'économie française. Donc nous sommes en train, avec nos équipes, de travailler pour trouver le point d'équilibre qui permettra de faire la régulation, d'obtenir la transparence, d'éviter les risques systémiques et en même temps que la City, qui est un atout pour l'Europe, ne se sente pas mise en danger. Voilà très exactement le point que l'on essaie de trouver. Est-ce qu'on l'a déjà trouvé ? Non, mais ce n'était pas dans le cadre de notre déjeuner. On a des collaborateurs, des équipes, des ministres des Finances qui vont s'y mettre.

M. GORDON BROWN - Nous avons eu de très bons échanges à ce sujet et ce sont des questions vraiment très détaillées. Si on examine les projets de proposition comme Nicolas, je pense que nous pourrions obtenir une solution dans les jours à venir et je suis confiant. J'ai l'impression que beaucoup de monde en Europe veut assurer cette cohérence et cela, c'est vraiment la base de la progression. Mais en même temps, je pense que nous allons pouvoir démontrer, grâce à nos échanges et aux conclusions que l'on va en tirer, que nous n'avons pas endommagé, au contraire nous avons protégé les services financiers en Europe, alors qu'ils essaient de se reconstruire après la récession financière. Et il faudra surtout s'assurer qu'il n'y a pas de dommage et que la City est protégée. Nous avons eu de très bons échanges à ce sujet et je suis confiant sur le fait nous allons pouvoir obtenir un bon résultat au cours de nos échanges. Dans les jours à venir, évidemment ce seront les ministres des Finances qui en reparleront la semaine prochaine. Je suis déçu aussi de cette décision américaine et nous avons exprimé nos opinions à ce sujet et nous considérons qu'il faut avoir des marchés libres et la concurrence libre. Il est évident que c'est très décevant pour nous que l'appel d'offre qui provient de l'Europe n'ait pas été approuvé aux Etats-Unis. Actuellement, nous avons parlé de questions-clefs. Lorsque nous progressons vers l'avenir, les services financiers, la défense, la sécurité, les questions nucléaires, nous n'avons pas eu de désaccord du tout à une exception, c'est que je pense que c'est l'Angleterre qui va gagner la Coupe mondiale et toi tu as dit que ce serait la France.

QUESTION - Je n'ai pas très bien compris si vous êtes tout à fait d'accord vis-à-vis en fait d'un impôt mondial vis-à-vis des banques et si vous vous êtes mis d'accord vis-à-vis des détails ? Au Président, j'aimerais poser la question : est-ce que vous avez l'intention de demander à David CAMERON de retravailler avec le parti européen ?

M. GORDON BROWN - Cette rencontre a été très importante parce que nous avons essayé de voir à quoi ressemblera l'économie mondiale dans les mois à venir et surtout dans les deux prochaines années et nous avons décidé que nous avons besoin d'une extension de la coopération au sein du G20 et la possibilité aussi, pour préparer la Présidence du G 20 et du G8, de travailler ensemble peut être avec un secrétariat qui aiderait le G20 à préparer le travail et qui ferait participer la Chine, l'Inde, l'Asie, le Brésil, l'Afrique du Sud en plus des pays traditionnels du G8. C'est quelque chose de très important que nous établissons aujourd'hui, c'est-à-dire d'intensifier la coopération mondiale, d'assurer aussi que l'Europe est tout à fait d'accord vis-à-vis de ces questions. C'est quelque chose qui est très important, cette imposition au niveau des transactions. C'est quelque chose que j'ai proposé il y a quelques mois vis-à-vis des banques. Nicolas en a aussi parlé et nous sommes tout à fait d'accord sur la façon dont on va progresser. Les banques, après tout, sont organisées à un niveau mondial et leur participation mondiale doit être évaluée d'une façon ou d'une autre. On ne veut pas qu'il y ait certaines banques qui fassent de la sous-enchère par rapport à d'autres banques, en se déplaçant d'un pays à l'autre grâce aux paradis fiscaux ou grâce à des régimes réglementaires qui leur permettent de fonctionner sans payer des impôts. Cette taxe ou cette imposition internationale, c'est quelque chose dont on a l'intention de parler dans les semaines à venir et j'ai l'impression que la position française et britannique sont tout à fait les mêmes, mais nous allons pouvoir faire évoluer cela. Vous avez vu que le Japon a dit qu'il était d'accord aussi. Les Américains ont adopté aussi cela au niveau national. C'est certainement quelque chose qui a débuté avec des personnes qui étaient

national. C'est certainement quelque chose qui a débuté avec des personnes qui étaient sceptiques au début, mais Nicolas et moi, nous avons décidé de poursuivre cette idée et il y a certainement du progrès.

LE PRESIDENT - Franchement, il vaut mieux une réglementation mondiale si on veut des conditions de concurrence équitable. Deuxièmement comme Gordon, je crois à la taxation dans le cadre des financements innovants des transactions financières. Je crois à la nécessité du fast start et je crois à la nécessité d'être au rendez-vous des Objectifs du Millénaire. Et malheureusement, on ne pourra pas l'être avec la seule contribution de nos budgets qui sont tous en déficit. Donc, il faut des financements innovants et naturellement, plus ils seront mondiaux, moins il y aura de risque de protectionnisme et de concurrence déloyale. Après, il faut que chacun d'entre nous accepte de faire des efforts l'un vers l'autre, parce que je crois que Gordon a officialisé une taxe sur les transports par bateaux. Nous, nous étions plutôt sur une taxe financière, mais on peut en discuter. Mais ce qui est indiscutable, c'est que plus ces taxes seront mondiales, moins la concurrence entre nous ne sera contrariée, et donc mieux c'est £ en tout cas, dans un monde régulé où la liberté du commerce doit demeurer la règle.

QUESTION - Et les questions sur M. CAMERON...

LE PRESIDENT - Là encore, je ne veux pas m'immiscer dans le débat politique, mais enfin, si vous voulez me faire dire que j'aurais préféré qu'il reste au PPE, ma réponse est oui. Parce que le PPE, ce sont des gens bien qui s'y trouvent, même si j'ai beaucoup de plaisir à travailler avec le Premier ministre travailliste, le PPE est une bonne organisation. C'est moi-même, il y a longtemps, qui avais fait rentrer mon propre parti - à l'époque, les gaullistes - dans le PPE, et je pense qu'il y a tout intérêt en Europe à avoir des grandes forces modernes organisées où chacun évite sa spécificité particulière pour la mettre au service d'une lisibilité politique. Oui, j'ai regretté cette volonté. Maintenant, ce n'est pas à moi de le décider, j'ai tous mes problèmes déjà à régler. Mais enfin, l'ouverture c'est bien.

QUESTION - Une question sur la proposition allemande de Fonds monétaire européen, est-ce que vous en avez discuté ? Quelle forme cela prendrait ? Est-ce que l'objectif, c'est vraiment de le créer ou de faire obstacle au FMI ? Est-ce que le Royaume Uni devrait en faire parti ? Et une question pour Monsieur le Président SARKOZY, la presse britannique a fait état de rumeurs sur votre vie privée, est-ce que vous comptez réagir ?

LE PRESIDENT - Sur le Fonds monétaire européen, d'abord par principe, moi je ne refuse aucune idée, parce que c'est toujours passionnant de débattre de tout cela. J'ai expliqué à Gordon BROWN que quand on était dans la zone euro, la solidarité devait se manifester entre ceux qui avaient la même monnaie. Je n'ai rien contre le FMI. Quand j'étais Président de l'Europe, j'avais demandé 25 milliards de dollars pour la Hongrie qui ne fait pas partie de l'euro, ce n'est pas du tout la même chose. Donc je vois que tous les jours il y a une nouvelle idée, il va falloir à un moment que l'on se mette autour de la table et puis que l'on y réfléchisse.

Pour le reste, vous devez ignorer ce qu'est l'emploi du temps d'un Président de la République ! Je n'ai pas une seconde à perdre avec ces élucubrations, même pas une demie seconde. Je ne sais même pas pourquoi vous utilisez votre temps de parole pour poser une question pareille.

M. GORDON BROWN - Concernant le FME, bien sûr, nous voulons bien examiner toutes propositions qui sont soumises, mais je pense qu'une solution au problème de la Grèce, j'ai l'impression qu'une solution est possible avec les dispositifs actuels et nous travaillons là-dessus. Je pense que les mesures que la Grèce a prises vont satisfaire les Européens, que la Grèce fait le maximum pour faire face aux problèmes de déficit qui, en fait, ont été révélés à cause de la crise et aussi des chiffres qui étaient erronés pendant des années.

Sur la presse britannique, j'ai pu dire à Nicolas, que moi, je ne crois pas tout ce que je lis dans la presse, ça c'est sûr.

LE PRESIDENT - J'aime l'Angleterre, ne me le faites pas regretter !

QUESTION - Monsieur le Premier ministre, j'aimerais vous demander si vous pouvez en fait profiter de cette occasion pour condamner la grève de la British Airways qui va causer des problèmes pour de nombreux voyageurs ce mois-ci, et aussi j'aimerais poser une question au Président à la suite de la question précédente, j'aimerais savoir si vous voulez saisir cette

occasion pour démentir la rumeur vis-à-vis de votre mariage.

M. GORDON BROWN - En fait, moi j'aimerais demander à tous les partis de travailler ensemble afin d'éviter ces grèves. Et évidemment, vis-à-vis des services, c'est tout à fait inacceptable. Les passagers qui ont déjà réservé leurs vols, cela va les placer dans une position très difficile et ce sont des mauvaises nouvelles pour l'économie britannique si cela a lieu. Alors je suis non seulement déçu, mais j'aimerais que cela soit résolu aussi vite que possible. Et selon moi, il est tout à fait essentiel que les partis continuent à se parler, jusqu'à la dernière minute, et j'espère qu'ils vont continuer à le faire. Mais j'aimerais leur rappeler le danger et le risque si jamais il devait y avoir des grèves de ce genre.

Merci beaucoup.